

Retour sur 15 ans
d'actions au service
des Centres de
gestion

2010 2025



La Fédération a contribué à garantir ou à obtenir



La préservation de l'échelon départemental des Centres de gestion, en forte opposition à la création de Centres régionaux de gestion

RAPPORT DE BELENET SAVATIER / LOI 6 AOÛT 2019



L'extension et la sécurisation juridique de l'exercice des missions obligatoires et facultatives

LOIS 12 MARS 2012, 20 AVRIL 2016, 6 AOÛT 2019



Le maintien du taux de cotisation obligatoire à 0,8 % de la masse salariale des collectivités et établissements publics

LOI DE FINANCES POUR 2016



La pérennisation d'un site unique « *emploi-territorial.fr* » rassemblant l'ensemble des déclarations de vacance d'emploi, en lien avec le site inter-fonctions publiques « *Choisir le service public* »

ORDONNANCE N° 2017-53 DU 19 JANVIER 2019



Une mutualisation régionale demeurant volontaire mais plus approfondie, dans le cadre du remplacement des chartes de coopération par des schémas de coordination, de mutualisation et de spécialisation

LOIS 20 AVRIL 2016 ET 6 AOÛT 2019



Le maintien de la compensation versée par le CNFPT pour l'organisation des concours transférés



Un rescrit fiscal en matière de TVA

JUIN 2018



Le non élargissement des missions des CDG en matière d'animation d'un réseau d'ingénierie en cas d'inondations (missions facultatives des CDG)

PPL EXAMINÉE AU SENAT EN MARS 2025

Renforcement des CDG sur la scène publique locale

Opposition à la dérogation prévoyant l'abaissement du seuil d'affiliation aux CDG à 300 agents

Nouvelles missions facultatives (ancien article 25)

Archivage, conseil en organisation, médecine statutaire et de contrôle, exercice de la médecine professionnelle et préventive pour les services de l'État et de l'Hospitalière...

Création des observatoires régionaux de l'emploi

Extension du champ des compétences obligatoires

Secrétariat des commissions consultatives paritaires, fonction de référent déontologue, PPR (période de préparation au reclassement), MPO (Médiation préalable obligatoire)...

Mode d'organisation des CDG modifié

Possibilité pour un Président de déléguer une fonction à un administrateur

Schémas de coordination, de mutualisation et de spécialisation

Réforme du dispositif de prise en charge des FMPE

Généralisation des concours sur titres

Nouveau rôle des CDG

Participation à la **négociation** et à la **conclusion d'accords collectifs** (ordonnance 17 février 2021)

Conclusion de **conventions cadre** en matière de **protection sociale complémentaire**, au niveau départemental, voire régional ou interrégional (ordonnance 17 février 2021, Loi PSC 22 décembre 2021)

Loi Matras (nov. 2021) :
transfert des concours de sapeurs-pompiers aux Centres de gestion

Loi pour la confiance dans l'institution judiciaire (déc. 2021) :
mission de MPO et extension du rôle des CDG à la médiation à l'initiative du juge ou des parties dans les domaines relevant de leur compétence

Loi du 30 décembre 2023 :
animation du **réseau des Secrétaires généraux de mairie**

Contribution à l'évolution des textes sur la Fonction publique territoriale

Déontologie, médecine du travail, visites médicales, heures complémentaires, CITIS, PPR, RSU, CST, contrat de projet, procédure de recrutement, rupture conventionnelle, base de données concours, CAP, PSC, accords négociés, concours ATSEM, concours réservés, concours sur titres, indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat, conseil médical, SGM, MPO, réforme de la promotion interne, renouvellement d'une disponibilité, élections professionnelles...

Coordination des employeurs territoriaux (CET)

La Fédération est un membre fondateur et actif de la CET créée en septembre 2018. La CET lui confie très souvent les missions suivantes :



Rédaction de notes de position

Définir la position des employeurs territoriaux sur les projets de textes législatifs et réglementaires



Rédaction d'amendements

Proposer et soutenir des modifications législatives et réglementaires auprès des parlementaires, du Gouvernement et des instances paritaires (CSFPT/CCFP)



Mener des enquêtes et études

Analyser les enjeux et préparer les prises de position sur certains textes (Protection Sociale Complémentaire, Secrétaires généraux de mairie, MPO, concours, emploi, conseils médicaux...)



Auditions

Participer à des auditions parlementaires

La Fédération à l'origine de la création du GIP informatique des Centres de gestion

(Janvier 2016 – juin 2017)

Substitution aux anciennes coopérations (GO+, Alliance de l'Est, Emploi Territorial)

Collaboration avec le GIP

Pilotage du site « Choisir le service public »

Pilotage de la plateforme unique d'inscription aux concours

Valorisation des offres d'emploi des collectivités territoriales

Transmission de certaines données chiffrées à la Fédération en vue de réponses aux sollicitations des pouvoirs publics (Gouvernement, Administrations centrales, Inspections, Parlement...)

Organisation des élections professionnelles

Actions de communication

Partenariats



Une trentaine de partenariats

Magazine



2 numéros par an

Salons professionnels



3 par an en moyenne

Conférences et coopérations



sur la FPT, Métiers territoriaux...

Publications



HoRHizons, Panorama de l'emploi...

Interviews et communiqués



15 à 30 publiés chaque année

Guides et études

Communes nouvelles
Fusions d'EPCI
LDG

DUERP
RGPD
Guide pratique du
déconfinement

Mutualisation
Guide Maire-Employeur
Mise en œuvre de la Loi TFP
...



5 Congrès

A chaque Congrès, 500
participants et + de 40 partenaires

Biarritz 2012
Toulon 2015
La Baule 2018
Marseille 2022
Lille 2025



4 Conférences nationales

200 participants



41 Journées/ conférences

dont 20 en région